

## Charles Personnaz : « Aidons les chrétiens d'Orient à rester »

Par [Sophie Laurant](#), le 13/1/2019 à 10h45

[MAGAZINE PÈLERIN] Bénévole à l'Œuvre d'Orient où il est chargé de patrimoine et de culture, ce haut fonctionnaire a présenté à l'Élysée, le 3 janvier, son rapport sur les moyens de renforcer l'action de la France dans la protection du patrimoine et du réseau éducatif chrétien au Moyen-Orient.



Pèlerin : Pourquoi l'Élysée s'intéresse-t-il maintenant à la question des chrétiens d'Orient ?

Charles Personnaz : Parce que c'est le moment d'agir. Si nous ne faisons rien, dans vingt ans, les chrétiens orientaux seront tous partis en exil. Et la francophonie, qui se diffusait par le réseau des écoles chrétiennes, aura disparu.

Ce rapport est à l'initiative d'Emmanuel Macron et s'inscrit d'une part dans la continuité de son discours lors de l'inauguration de l'exposition « Chrétiens d'Orient, deux mille ans d'histoire » en 2017, à l'Institut du monde arabe (IMA) à Paris, où il a réaffirmé l'engagement de la France à maintenir ce lien séculaire avec les communautés chrétiennes du Moyen-Orient. D'autre part, le Président a affirmé sa volonté de relancer la francophonie et d'intégrer la dimension d'éducation à notre politique étrangère en faveur du développement.

Des propositions pour soutenir le pluralisme culturel et religieux au Moyen-Orient

Tout ceci dans un contexte international difficile : malgré le recul de Daech, toutes les communautés minoritaires du Moyen-Orient, en particulier les chrétiens et les yézidis sont en grande fragilité. Le patrimoine a beaucoup souffert et les écoles chrétiennes manquent de moyens et de formateurs.

N'est-ce pas paradoxal de proposer à la France, pays laïc par excellence, de soutenir des écoles confessionnelles à l'étranger ?

C. P. : Ce n'est un paradoxe qu'en apparence. En réalité, le Quai d'Orsay soutient ce réseau, animé par des congrégations essentiellement catholiques, depuis le XIXe siècle. Parce que ces écoles portent nos valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité. Par le biais de la langue et de la culture françaises, elles enseignent à quelque 400 000 jeunes Libanais, Syriens, Irakiens, Égyptiens... l'esprit critique, l'autonomie des femmes. Elles les aident à construire une citoyenneté ouverte. La laïcité, tant qu'elle ne se présente pas antireligieuse mais seulement séparation de l'Église et de l'État, est admise dans ces communautés.

Rappelons que ces écoles accueillent 60 à 70 % d'élèves musulmans qui s'y sentent bien. Elles sont un laboratoire du vivre-ensemble pour les classes moyennes de cette région du monde qui investissent dans une éducation de qualité. Ce sont elles qui partiront en exil les premières si elles ne peuvent plus l'offrir à leurs enfants. Laissant plus d'espace encore aux fondamentalistes de tout genre.

Que proposez-vous dans ce domaine ?

C. P. : Je crois qu'il faut créer un fonds en faveur de ces écoles francophones. Il sera alimenté par des crédits publics français (de l'État, de collectivités territoriales et de l'Agence française de développement) mais aussi par des mécènes privés : des associations, comme l'Œuvre d'Orient, des fondations, des fonds européens.

Cela permettrait de financer la formation des enseignants, l'envoi de volontaires français mais aussi des projets d'établissements : échanges culturels, voyages, etc., autour de la convivialité et du dialogue. Grâce à ce fonds, une mise en réseau de ces

écoles rendrait les initiatives éparpillées qui existent déjà plus efficaces et partageables.

Pourquoi avoir lié la question de la sauvegarde du patrimoine chrétien à celle de l'éducation ?

C. P. : Si les écoles existent pour assurer l'avenir de ces communautés, le patrimoine est un marqueur fort de leurs racines bimillénaires : les Arabes sont devenus chrétiens aux tout premiers siècles de notre ère. Cette réalité historique ne peut être niée et les églises, les monastères sont là pour le rappeler à toute la population, aujourd'hui majoritairement musulmane. Il est essentiel, si nous aidons à la restauration du centre-ville de Mossoul, en Irak, par exemple, de relever en même temps églises, mosquées – qui ont aussi beaucoup souffert – et temples yézidis.

Je propose que le Liban accueille un centre régional de formation de restaurateurs, car les besoins sont énormes, et que la France, qui a une grande expérience en ce domaine, à travers des structures comme l'Institut national du patrimoine, le laboratoire du musée de l'Arles antique, du Louvre... se charge du transfert de compétences.

Au Liban, le centre Beit Gazo restaure le patrimoine religieux menacé

Vous insistez aussi sur la nécessité d'inventorier ce patrimoine. Pourquoi ?

C. P. : Parce que les inventaires sont inexistantes ou incomplets et cela favorise pillages et destructions. Pendant des siècles, les chrétiens ont su cacher les icônes ou les manuscrits durant les périodes de trouble. De nos jours, il faut les convaincre que la solution est inverse : plus une œuvre d'art est connue, photographiée, moins elle risque d'être dérobée et plus elle a de chance qu'Interpol (Organisation internationale de police criminelle, NDLR) la retrouve.

Il faut développer la coopération internationale pour stimuler la création de ces inventaires. En outre, les manuscrits ont grand besoin d'être restaurés. Je plaide pour que notre diplomatie aide le centre Beit Gazo, au Liban, afin que les pays voisins lui envoient leurs œuvres abîmées. Sauvegarder l'écrit, c'est permettre la transmission des langues syriaque ou copte, de la liturgie, de l'histoire, des traditions... tout ce qui fait le socle de ces communautés chrétiennes.

Certaines de vos mesures concernent directement la France.

C. P. : Oui, je souhaite que l'on crée au Louvre un véritable département des arts byzantins ; que les langues du Moyen-Orient continuent d'être enseignées ; qu'on décore des Arts et des Lettres les personnalités ayant œuvré au sauvetage du patrimoine syrien ou irakien... tout ceci afin que nos compatriotes soient sensibilisés aux cultures syriaque, copte ou arménienne, trop méconnues. Le succès de l'exposition de l'IMA montre qu'il existe une curiosité. Profitons-en.

Alep, Palmyre, Mossoul renaissent de leurs cendres grâce à la 3D

N'avez-vous pas peur que ce plan coûte cher dans un contexte d'austérité budgétaire ?

**C. P. : L'ensemble des mesures que je propose pourrait coûter entre 1,5 et 2 millions d'euros. C'est très modeste par rapport aux enjeux. Car il s'agit surtout de fédérer les énergies déjà déployées par les acteurs locaux, par les ONG, les instituts de coopération... et il y aura un partage entre fonds publics et privés. Le Président doit se rendre en Égypte le 20 janvier, puis au Liban et en Irak en février. J'espère qu'il en profitera pour faire aboutir quelques – unes des mesures que je propose.**

Sophie Laurant

Retrouvez aussi les contenus du magazine Pèlerin sur [le site](#) et sur [Facebook](#)